

Encadrement de la contribution prévue par le décret n°2022-1249 du 21 septembre 2022 relatif au déploiement d'infrastructures collectives de recharge relevant du réseau public de distribution dans les immeubles collectifs et sur la régulation incitative du délai de raccordement de ces infrastructures

Date de la contribution : 03/03/2023

Introduction

Mobilize Power Solutions est la filiale de Renault Group expert en solutions de recharge pour les clients particuliers et professionnels.

Détermination de la puissance demandée du branchement individuel

Question 1 : Avez-vous des observations sur les modalités de détermination de la puissance demandée ?

Afin d'éviter les distorsions entre une offre "opérateurs" à 7,4kVA et une offre "colonne horizontale" à 9kVA, nous suggérons la mise en place d'une offre spécifique d'abonnement IRVE pour les copropriétés.

Question 2 : Considérez-vous opportun de demander aux gestionnaires de réseaux de mettre en place un nouveau palier technique d'une puissance inférieure à 9 kVA ?

De notre point de vue, à terme, il s'agirait surtout de pouvoir "fusionner" les compteurs entre le logement et la place de parking. Ainsi un abonnement à 9kVA au total suffirait à couvrir les besoins avec un foisonnement entre le domicile et la recharge du véhicule.

Définition de la puissance de raccordement de l'infrastructure collective

Question 3 : Etes-vous favorable à la proposition d'Enedis de retenir un coefficient de foisonnement de 0,4 entre véhicules électriques ? Comment considérez-vous l'application de coefficients décroissants en fonction du nombre d'emplacements ?

Nous considérons qu'un coefficient de foisonnement de 0,4 n'est pas vraiment possible avec un nombre réduit de véhicules.
Nous ne sommes pas opposés à l'application de coefficients décroissants en fonction du nombre d'emplacements. Ces coefficients devraient pouvoir être révisés dès qu'un historique d'utilisation représentatif sera disponible.

Définition des seuils plancher et plafond de la quote part

Question 4 : Etes-vous favorable à la méthode de détermination des seuils plancher et plafond proposée à ce stade par la CRE ? En particulier, êtes-vous favorable à la fixation d'un plafond unique ou considérez-vous opportun de dissocier les seuils plafond en fonction de la nature du parking (intérieur ou extérieur), quitte à adopter des méthodes de fixation différentes ?

La différence de coûts entre les parkings extérieurs et intérieurs est très importante. Cette disparité nous amène à être défavorable à la mise en place d'un plafond unique qui aurait un impact négatif sur les parkings intérieurs. Nous recommandons donc de dissocier les plafonds.

Question 5 : Que pensez-vous des niveaux indicatifs des seuils obtenus ? Lequel des deux scénarios envisagés vous paraît le plus adapté ?

Nous considérons que le seuil plancher doit être le plus bas possible afin de ne pas pénaliser les installations faciles à réaliser comme c'est souvent le cas dans les parkings intérieurs. Le seuil plancher ne devrait pas excéder

200€ HT.

S'agissant des seuils plafonds, les montants ne nous paraissent pas favoriser le passage à la mobilité électrique. Nous considérons qu'au-delà de 1000€, ils sont même dissuasifs au regard du coût total que va engendrer l'installation d'une borne de recharge sur sa place de parking (compteur + quote-part + fourniture du matériel et installation).

Question 6 : Que pensez-vous de la majoration de ces seuils pour prendre en compte les écarts de coûts entre Enedis et les autres GRD ?

Nous ne sommes pas favorables à la majoration de ces seuils. En revanche les montants du plancher et plafond devraient être les mêmes pour tous.

Question 7 : Etes-vous favorable au traitement des travaux annexes en présence d'amiante proposé par la CRE ?

Oui nous y sommes favorables.

Évolution future des seuils plancher et plafond

Question 8 : Partagez-vous la nécessité d'un suivi régulier et spécifique des colonnes horizontales déployées par les gestionnaires de réseaux ?

Nous partageons la nécessité d'un suivi régulier et partagé avec l'ensemble des acteurs impliqués, pas uniquement la CRE. Nous préconisons une stabilité dans les seuils définis et mis à jour. En effet une installation pouvant prendre jusqu'à 18 mois dans le scénario le plus défavorable (considérant une date d'AG à 12 mois suivant la demande de chiffrage), nous demandons à ce que les mises à jour de prix soient mises en application à N+1 afin que nous puissions mettre à jour nos offres dans les temps.

Introduction d'indemnités en cas de retard sur les délais de raccordement

Question 9 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'introduire des indemnités similaires à celles prévues pour la solution préfinancée pour les autres solutions de raccordement des IRVE au sein d'immeubles collectifs à usage principal d'habitation ?

Oui nous y sommes favorables

Remarques générales

Question 10 : Avez-vous d'autres remarques sur les principes présentés dans cette consultation publique ?

Etant en attente de cette nouvelle offre depuis maintenant plusieurs mois, nous souhaiterions que sa mise en application soit statuée au plus vite.